

toutes ces préventions ressortissent, comme les précédentes, à la juridiction d'Etat, dans laquelle le gouvernement fédéral n'a aucune compétence.

Les journaux américains ont fait grand bruit de l'inauguration récente de la statue de Lafayette, sur une des places de New-York. Cette statue a été offerte à la ville par la république française. De longs discours ont été prononcés à la louange d'un des héros de l'indépendance américaine. Les américains ont peut-être raison d'être reconnaissants pour les services que le marquis de Lafayette a pu rendre à leur cause, mais pour nous, il nous est impossible d'admirer l'homme qui, par la tendance de ses idées et la participation à la révolution de 89, contribua à inonder de sang notre ancienne mère-patrie, et à attirer sur elle un déluge de maux dont malheureusement la France est loin d'être guérie. L'histoire a déjà reproché à Lafayette beaucoup de fautes et de faiblesses, et tous les panégyristes de New-York n'en feront certainement pas un grand homme.

* * *

Aucun événement remarquable ne s'est passé en France, depuis la prorogation des Chambres. Tandis que les autres puissances sont préoccupées du règlement de la question d'Orient, la France reste muette, et l'on dirait que depuis ses désastres elle n'a plus voix dans les conseils de l'Europe. D'un autre côté, la prudence lui conseillait de se maintenir sur un pied de neutralité complète, afin de ne pas être mêlée dans l'imbroglio qui aurait bien pu se dénouer par une guerre européenne. Nous avons à noter un incident de mauvaise augure qui a marqué le passage du Président, M. de MacMahon, à Lyon. Tandis que le chef du pouvoir exécutif était à recevoir des députations, des délégués des conseils généraux, arrivés trop tard pour assister à l'audience, se sont retirés en criant devant l'hôtel-de-ville : "Vive la république ! vive l'amnistie !" Cette dernière note qui, heureusement, n'a pas eu d'écho parmi la foule, n'a pas dû cependant résonner harmonieusement aux oreilles du Président.

* * *

En Angleterre, les membres les plus distingués de l'opposition, lord Russell, Gladstone et John Bright, se montrent les avocats les plus chaleureux de la cause des chrétiens d'Orient. Au nom de l'humanité, ils pressent le gouvernement anglais d'ordonner des enquêtes sur les atrocités qui ont été commises et d'exiger le châtement des coupables.